

Chercher pour comprendre, comprendre pour agir



L'institut COVID-19 Ad Memoriam propose d'associer des « mondes » multiples - chercheurs, soignants, artistes, juristes, associations de victimes, autorités spirituelles et culturelles et grands courants de pensée, représentants de la société civile, philosophes, entrepreneurs... - pour penser ensemble la pandémie de COVID-19, qui constitue une rupture anthropologique majeure pour la société française et, plus largement notre monde globalisé. Les conséquences de cette crise sur la société seront nombreuses et durables, il s'agit de les mesurer, et de travailler à renforcer nos capacités d'anticipation et de résilience collective.

L'institut C Ad Memoriam, créé sous l'égide du *WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices* de l'IRD basé au CEPED (Université de Paris, IRD, INSERM) est organisé sous la forme d'un consortium réunissant les différentes parties prenantes, ce qui permet au projet d'être évolutif et lui donne tout son sens. L'Institut associe déjà un très grand nombre d'institutions et s'ouvrira au débat et à la rencontre avec le public. Il recevra ses premiers financements d'organismes publics de recherche (Université de Paris, CNRS, ENS-PSL, INSERM, IRD, etc.).

Chercher pour comprendre

L'Institut s'attachera à comprendre ce qui a permis au COVID19 de paralyser la France et une partie du monde en quelques mois. Par la durée et l'intensité des mesures prises – le confinement de l'ensemble de la population française et de la moitié de la population mondiale - la pandémie de Covid19 constitue une rupture anthropologique majeure, porteuse de conséquences durables.

Avec la crise Covid19, les sociétés font face à un agent invisible qui reste encore très peu connu aujourd'hui. Les précautions sanitaires ont **de plus** bouleversé le rapport à la finitude et à la mort, y compris en perturbant la pratique des rituels permettant aux sociétés de surmonter les grands traumatismes. Ceux qui n'ont pas été directement affectés par le deuil, le sont par l'isolement, des conditions de vie parfois difficiles, voire insupportables, la dématérialisation des relations, la perte de ces repères indispensables que sont les visages, désormais cachés derrière les masques.

La gravité des drames psychologiques, sociaux, économiques qui en résultent émerge peu à peu.

Comprendre pour agir

A l'instar des grands conflits et épidémies passées, le COVID19 accélère des mutations qui peuvent s'avérer positives pour notre société, il importe aussi de les examiner. Les sujets ne manquent pas : télémédecine, télétravail, enseignement ou cérémonies à distance, la nouvelle socialité en famille, etc. Autant de sujets et autant de défis, voire de paradoxes à explorer et surmonter pour se réinventer, comme savent le faire les sociétés ayant traversé des moments dramatiques. Comment reconnaître à leur réelle valeur les métiers si indispensables à notre vie commune et aujourd'hui si peu reconnus ? Comment renouer avec des expériences artistiques, culturelles et culturelles collectives dans le nouveau contexte sanitaire ? Comment organiser le retour à la Nature sans ignorer l'urbanisation galopante et les exigences du développement durable ? Comment renforcer notre résilience face à l'épidémie, comment

trouver les voies et moyens d'une vie individuelle et collective plus équilibrée, plus harmonieuse et, osons le dire, plus sensible et plus sensée, dans le contexte particulier des mesures de prévention et des gestes barrières ?

Pour relever ces défis dans le nouveau paradigme de l'intelligence collective, l'Institut Ad Memoriam fait le pari de la rencontre des expertises et expériences multiples en réunissant des chercheurs de toutes disciplines, des plus fondamentales aux sciences humaines et sociales, des soignants, juristes, artistes, autorités spirituelles et culturelles, entrepreneurs et autres représentants de la société civile.

L'institut apportera sa contribution à cette réinvention, de la manière la plus ouverte possible, y compris au plan international en se rapprochant d'initiatives similaires dans d'autres pays, grâce notamment au partenariat avec l'Organisation Mondiale de la Santé.

Agir et se souvenir

L'Institut sera aussi un espace de conservation de l'Histoire et d'entretien de la mémoire des événements, grands et petits, liés à l'épidémie. Il veillera à entretenir le souvenir des actes de courage et de dévouement qui auront permis d'atténuer les effets de la pandémie, et de contribuer à esquisser des solutions durables pour l'avenir.

L'Institut encouragera la réflexion et l'invention collectives de pratiques commémoratives, avec l'ensemble des membres réunis dans son consortium. Il sera important de conférer une dimension collective aux ruptures vitales les plus intimes – la séparation, la distanciation, la mort, le deuil - mais réparer également les multiples déchirures des relations sociales, éducatives, économiques et politiques que l'épidémie entraîne, en vue de fortifier les multiples cadres qui, à tous les niveaux, soutiennent les liens sociaux.

CETTE DÉMARCHE ORIGINALE SE DEPLOIE DANS DEUX DIRECTIONS:

1) Une méta plateforme de recherche, lieu de partage des connaissances actuelles et à venir grâce à des projets de recherche sur l'impact sociétal de la pandémie, menés dans une large gamme de disciplines scientifiques et d'approches, et soutenus par des financements publics.

Les recherches sont en effet d'ores et déjà très nombreuses et innovantes, qu'elles soient soutenues par les appels d'offre dédiés au COVID19 des grandes agences telles que l'ANR, l'ANRS, REACTing (INSERM), ou menées avec d'autres sources de financement.

Cette plateforme réunira, avec les principaux acteurs français déjà impliqués dans ces mises en lien au plan international, les recherches en cours afin de leur offrir un espace d'échange et de débats, leur permettant de **capitaliser sur les connaissances et les recherches multidisciplinaires ou translationnelles en cours et à venir sur l'impact sociétal et la mémoire de l'épidémie de COVID19 dans la société française.**

Elle **impulsera de plus de nouvelles recherches** sous l'égide du consortium qu'elle réunit. Ces recherches dans les mois et années à venir devront également investir l'expérience subjective de la crise et du confinement, notamment sur le rapport au temps (le temps arrêté, les différents stades de la crise : sidération, ennui, attente).

Comme chaque grand événement, et en particulier des situations de crise sanitaire extrême, le Covid19 a donné lieu en effet à des expériences très disparates. La première est l'expérience subjective du confinement et du deuil, mais également l'expérience professionnelle d'un travail intensif et saturé de stress chez les soignants ; expérience collective d'une mort que l'on croyait disparue. La crise a également révélé des grandes inégalités sociales. Elle a mis au jour spectaculairement les « invisibles » de nos sociétés, tous ces métiers si indispensables à la vie commune et pourtant si peu reconnus à ce jour. Il faudra également s'intéresser, entre autres multiples sujets, à de nouvelles pratiques comme la

télé-médecine, à l'enseignement à distance, aux questions éthiques, à des innovations comme les cérémonies religieuses à distance, ou encore aux usages nouveaux du numérique.

2) Une plateforme de propositions pour alimenter les politiques publiques (santé, culture, éducation, justice,...) et contribuer à l'invention collective de pratiques commémoratives, puisqu'il n'est pas d'espoir ni de progrès sans connaissance de l'Histoire ni entretien de la mémoire.

Comment se souvenir collectivement de cet événement ? Les sociétés ont toujours su inventer lors des moments dramatiques qu'elles ont traversés des manières de se les remémorer, pour réinventer des formes de coexistence. À cette fin, **l'Institut encouragera la réflexion et l'invention collectives de pratiques commémoratives.**

Il s'agira de s'inscrire dans une tradition maintenant ancrée en termes de culture et de praxis en Europe et érigée en impératif moral : **se souvenir pour continuer à vivre dans un espace sociétal où la mémorialisation du COVID19 aidera à maintenir unifié dans la durée.**

Une telle entreprise constitue **un enjeu symbolique et moral majeur pour permettre à la société française de surmonter le choc que constitue le Covid19 et pour sortir renforcée de cette épreuve.**

L'Institut se penchera sur les expériences internationales face à cette épidémie, mais également les spécificités de la culture et de la société française, non seulement face à cette crise mais également face aux dernières ruptures anthropologiques majeures qu'elle a connu, que cela soit en référence à des épidémies historiques (peste, choléra, grippe espagnole, ...) y compris celles de la fin du XX^e siècle ou à d'autres formes de violences extrêmes (deux conflits mondiaux du siècle passé, Shoah, attentats, etc.).

Plus largement, le **volet international de cet Institut**, en particulier dans les pays du Sud, sera au cœur des activités de COVID19 Ad Memoriam via notre partenariat scientifique avec **l'Organisation Mondiale de la Santé.**

ORGANISATION

Cet institut a pour **Présidents d'honneur** les Professeurs Jean-François Delfraissy (Président du Conseil scientifique COVID19) et Françoise Barré-Sinoussi (Présidente du CARE COVID19).

Il est organisé comme un **Consortium** rassemblant des projets montés en partenariat avec des institutions majeures venant des mondes de la recherche, de la santé, du droit et de la justice, des associations de victimes, de l'économie, des autorités spirituelles et culturelles, ou encore des arts et de la culture. Exemple d'institutions ayant donné un accord de principe pour le montage de projets à venir en partenariat :

- Agence Nationale de la Recherche
- Université de Bordeaux
- Haut Conseil de la Santé Publique
- Institut des Hautes Etudes de la Justice
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Association France Victimes
- Comité Consultatif National d'Éthique
- Espace de réflexion éthique de la région Île-de-France-de-France
- Centre National de Ressources et de Résilience (Cn2r)
- Syndicat National des Médecins, Chirurgiens, Spécialistes, Biologistes et Pharmaciens des Hôpitaux Publics
- SAMU 93
- Global Research Institute of Paris
- La Cité de l'Architecture

- L'Institut Français d'Architecture
- Université de Saclay
- Des représentants des principales autorités religieuses de France
- L'Opéra de Bordeaux
- L'Opéra de Dijon
- Le théâtre de Toulon
- Le théâtre d'Antilles
- Ect.

Nous ont de plus rejoint des artistes de toutes les disciplines (peintres, musiciens, cinéastes, écrivains, architectes...) et des professionnels (directeurs de théâtres, d'orchestres, d'opéras, éditeurs, producteurs de cinéma, diffuseurs TV, plateformes de cinéma en ligne, etc.).

Cette liste est par définition ouverte : quiconque pourra apporter ses lumières et propositions par tout moyen possible.

L'institut Covid19 Ad Memoriam se rapprochera de plus **d'initiatives similaires dans d'autres pays**, grâce notamment au partenariat scientifique avec **l'Organisation Mondiale de la Santé**.

Portage et gestion assurés par le WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices (C-CHAP) de l'IRD, nouvellement labellisé par l'Organisation Mondiale de la Santé, et basé au CEPED, UMR 196 (Université de Paris / IRD / INSERM).

Direction assurée par Laëtitia Atlani-Duault, directeur de recherche en anthropologie à l'IRD et au CEPED (Université de Paris / IRD / INSERM) et directrice du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices (C-CHAP).

Une équipe opérationnelle avec Sadek Beloucif, Franck Chauvin, Alain Cordier, Eric Garandeau, Antoine Garapon et Denis Malvy.

Un conseil d'orientation stratégique réunit notamment les représentants d'établissements qui sont directement impliqués dans l'Institut et y apportent de façon durable des moyens structurels. Parmi les membres, quelques exemples : Edouard Kaminski (Université de Paris), Sandrine Lefranc (CNRS), Frédéric Worms (ENS), Yazdan Yazdanpanath (INSERM), etc.

Un comité scientifique international chargé d'examiner la stratégie, les orientations scientifiques, le cas échéant les projets d'ampleur financés sur budget propre de l'Institut.

Biographies de quelques-uns d'entre nous page suivante...

Deux Présidents d'honneur

Françoise Barré-Sinoussi est membre de l'Académie des Sciences en France et de la « National Academy of Medicine » aux USA. Elle a dirigé l'unité « Régulation des Infections Rétrovirales » à l'Institut Pasteur jusqu'en 2015. Impliquée dans la recherche en rétrovirologie depuis le début des années 70, elle est reconnue pour ses contributions dans le domaine du VIH/sida, notamment en tant

que premier auteur de la publication qui annonce en 1983 la découverte du virus responsable du sida, nommé plus tard VIH, découverte qui lui vaudra le prix Nobel de médecine en 2008. Auteur et co-auteur de plus de 300 publications, Françoise Barré-Sinoussi a été et est encore membre de nombreux comités de haut niveau en France et à l'étranger. Officiellement à la retraite, Françoise Barré-Sinoussi n'en reste pas moins active sur la scène internationale. Elle est notamment Présidente du Conseil d'administration de Sidaction, Présidente d'honneur du Réseau International et du Département de Virologie de l'Institut Pasteur, vice-présidente du « Think Tank Santé Mondiale 2030 » et présidente du Comité Analyse, Recherche et Expertise, CARE-COVID-19. Elle est Présidente d'honneur de l'institut Covid19 Ad Memoriam.

Jean-François Delfraissy est médecin immunologue et professeur. En 2005, il est nommé Directeur de l'Agence Nationale de Recherche sur le Sida et les Hépatites Virales (ANRS), avant de devenir, en parallèle, Directeur de l'Institut de microbiologie et maladies infectieuses de l'institut national de santé et de la recherche médicale (ITMO/INSERM). Il participe en 2010 à la création du Groupe REACTING/INSERM AVIESAN qui effectue de la recherche en situation d'urgence. En 2014, il est sollicité par le gouvernement et devient délégué Interministériel de la lutte contre EBOLA. En 2017, Jean-François Delfraissy est nommé Président du Comité Consultatif National d'Ethique (CCNE). Depuis 2017, il est Président du Think Tank–Santé Mondiale 2030. Il préside le Conseil scientifique Covid-19 et est Président d'honneur de l'institut Covid19 Ad Memoriam.

Direction

Laëtitia Atlani-Duault est anthropologue, Directeur de recherche à l'IRD au CEPED (Université de Paris, INSERM, IRD), Directrice du *WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices* de l'IRD, nouvellement labélisé par l'Organisation mondiale de la santé, et Professeur affiliée à la Mailman School of Public Health de l'Université Columbia à New York. Elle a reçu la médaille de bronze du CNRS pour ses recherches en anthropologie. Ses travaux portent sur l'impact sociétal des crises sanitaires et humanitaires, et sur la fabrique et la gouvernance des réponses apportées à ces crises. Elle a été récemment Senior Advisor for Humanitarian Affairs au siège des Nations Unies à New York (2012-2015), Visiting Human Rights Fellow à la Roosevelt House Public Policy Institute (2012-2015) et Visiting Professor à l'Université Columbia de New York (2015-2017), avant de rentrer en France, où elle a été nommée Directrice scientifique de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme en octobre 2019. Elle enseigne à l'Université de Paris, l'EHESS, Science Po et l'Université Columbia. Elle est membre du comité de pilotage d'INSERM - REACTing, dont l'objet est de coordonner les actions de recherche françaises sur les maladies infectieuses, de la Commission indépendante d'enquête sur les abus sexuels dans l'Eglise de France, ainsi que du Conseil scientifique COVID19 et du Comité Analyse, Recherche, Expertise CARE-COVID19. Elle dirige l'Institut COVID19 Ad Memoriam.

Une équipe opérationnelle

Sadek Beloucif est Professeur d'anesthésie-réanimation à l'Université Sorbonne Paris Nord et au CHU Avicenne de Bobigny, Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Intéressé par les questions éthiques, il a été membre du Comité Consultatif National d'Ethique (CCNE) de 1999 à 2007 et Président du Comité d'Orientation de l'Agence de la Biomédecine, instance chargée des questions éthiques des transplantations d'organes, des recherches sur les cellules souches embryonnaires et de l'AMP. Depuis 2013, il est Président du Syndicat National des Médecins, Chirurgiens, Spécialistes, et Biologistes des Hôpitaux Publics (SNAM-HP). Il est également Président de l'Association l'Islam au XXI^e siècle (islamxxi.com) et Président élu du Conseil d'Orientation de la Fondation de l'Islam de France.

Franck Chauvin est Président du Haut Conseil de Santé Publique (HCSP) depuis 2017 après en avoir été le vice-président et avoir exercé depuis 2011 la présidence de la Commission dédiée à l'évaluation, la stratégie et la prospective en matière de santé publique. Il est un spécialiste de la prévention en cancérologie et a créé le Centre Hygiène, plate-forme de santé publique du canceropôle Lyon Auvergne Rhône-Alpes, dédiée à la prévention des cancers. Il est Professeur de santé publique à l'université Jean

Monnet de Saint-Etienne, dans laquelle il a participé à la création de l'Institut Universitaire de Prévention et de Santé Globale (PRESAGE). Il est également Directeur de la prévention et de la santé des populations au CHU de Saint-Etienne. Il a conduit ou a participé à l'élaboration de plusieurs plans ou rapports nationaux concernant la santé publique, comme par exemple la prévention des comportements à risque de cancers, ainsi que des travaux du HSPC, comme le plan « Priorité Prévention ». Il dirige une équipe de recherche sur le thème de la participation des personnes dans les programmes de prévention et dirige l'axe « prévention des cancers » au sein d'un Centre d'Investigation Clinique (CIC-EC) INSERM. Franck Chauvin a aussi été Vice-Président de la Ligue Nationale Contre le Cancer de septembre 2013 à Juin 2019.

Alain Cordier est inspecteur général des finances honoraire, membre du conseil scientifique de l'assurance maladie, membre du comité d'éthique du Lab Santé, administrateur de France Parkinson, et des Amis de l'Arche. Il a notamment exercé les fonctions suivantes : Conseiller spécial du Directeur général de l'ARS Ile-de-France, membre du Collège de la Haute Autorité de Santé, Président de la Commission des stratégies de prise en charge, Vice-Président du Comité Consultatif National d'Éthique (CCNE), Vice-Président du Haut Conseil pour l'Avenir de l'Assurance Maladie, Président du Conseil d'Orientation de l'Agence de la Biomédecine, Président du Conseil de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, Président du Directoire de Bayard Presse, et Directeur Général de l'AP-HP.

Eric Garandeau a œuvré pendant vingt-cinq ans au service de l'Etat dans le domaine de la culture, l'audiovisuel, la révolution numérique, l'architecture et les grands projets. Inspecteur général des finances, il a travaillé sur des projets culturels, internationaux ainsi que sur le projet stratégique de France Télévisions avant d'être nommé conseiller du Ministre de la culture (2002-2004), conseiller du Président de la République (2007-2010), Directeur juridique et financier du Centre National du Cinéma et de l'image animée (2004-2007) puis Président du CNC, Vice-Président du Conseil d'administration du festival de Cannes, Administrateur de France Télévisions et d'Arte (2011-2013), puis initiateur et Directeur du projet Intelligence Campus au Ministère des armées (2015-2017). En disponibilité de la fonction publique, il a créé *Garandeau consulting* pour mener des missions de conseil et piloter des projets innovants aux frontières du public et du privé, de la culture et de l'industrie, de l'audiovisuel et du numérique, du national et de l'international. Eric Garandeau est aussi écrivain.

Antoine Garapon est juriste et magistrat. Après ses études à l'École nationale de la magistrature, il est nommé juge des enfants à Valenciennes puis à Créteil. Il est ensuite Maître de conférences à l'École nationale de la magistrature. Depuis 2004, il est Secrétaire Général de l'Institut des Hautes Etudes sur la Justice. Co-Directeur de la rédaction de la revue *Esprit*, il dirige la collection *Bien commun* aux Editions Michalon et anime une émission hebdomadaire sur France Culture, *Matières à penser*. Dernière publication : *La justice digitale. Révolution graphique et rupture anthropologique*, PUF, 2018 (avec Jean Lassègue).

Denis Malvy est médecin, Professeur de maladies infectieuses et tropicales depuis 2005. Il exerce les fonctions de Chef de l'Unité de Médecine Tropicale et Santé Internationale Clinique au CHU de Bordeaux et Directeur du Département universitaire de Médecine et Santé Tropicales à la Faculté de médecine de l'Université de Bordeaux. Son domaine de recherche est la recherche translationnelle en santé globale orientée vers la recherche clinique en contexte épidémique. Il est engagé depuis plusieurs années dans l'intervention et l'évaluation du soin en contexte de crise humanitaire et en terrain de guerre et de conflits civils. Il est coordinateur d'études et essais cliniques conduits en Afrique sub-saharienne. Cette activité est développée dans l'axe maladies infectieuses émergentes constitutif de l'équipe maladies infectieuses et pays du sud et dont il est responsable au sein du centre INSERM 1219. Depuis 2019, il est Membre correspondant de l'Académie Nationale de Médecine. Il est également conseiller épiscopal de la Métropole orthodoxe roumaine d'Europe occidentale et méridionale. Il est membre du Conseil scientifique COVID19.

Un conseil d'orientation stratégique:

Édouard Kaminski est Vice-Président recherche d'Université de Paris et Professeur de géophysique à l'Institut de Physique du Globe de Paris (IPGP). Spécialisé en mécanique des fluides géologiques, il étudie la dynamique internes des planètes et le fonctionnement des volcans, avec une intention particulière portée à la gestion des risques naturels. Il est l'auteur de plus de cinquante publications internationales à comité de lecture, et producteur du premier MOOC français en volcanologie (2015-2020). Il a assuré de 2010 à 2016 les fonctions de Directeur Adjoint de l'IPGP et de Directeur de l'UFR des Sciences de la Terre, de l'Environnement et des Planètes de l'Université Paris Diderot. Depuis novembre 2018, il est en charge du pilotage de l'IdEx Université de Paris.

Sandrine Lefranc est Directrice-Adjointe scientifique de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS, où elle accompagne notamment l'activité de 54 unités de recherche de droit, science politique et sociologie. Dans ses activités de chercheuse, à l'Institut des Sciences sociales du Politique (CNRS, Université de Nanterre, ENS Saclay), elle est spécialiste des politiques de mémoire, des mobilisations de victimes de violence politique et de la justice transitionnelle, c'est-à-dire des initiatives favorisant la paix et la justice après des violences de masse, de manière comparée et à l'échelle internationale. Elle a reçu la médaille de bronze du CNRS. Elle enseigne à Sciences Po Paris et à l'Université de Paris 1-Sorbonne. Elle a notamment publié, avec S. Gensburger, *À quoi servent les politiques de mémoire ?*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2017 (traduit chez Palgrave MacMillan en 2020, *Beyond Memory. Can We Really Learn From the Past?*).

Frédéric Worms est philosophe et Professeur de philosophie contemporaine à l'École Normale Supérieure, établissement dont il est devenu Directeur-Adjoint pour les Lettres et Sciences humaines en 2015. Il est Directeur du Centre international d'étude de la philosophie française contemporaine (CIEPFC), composante de l'équipe de recherche « République des savoirs : Lettres, Sciences Philosophie » (UMR 3608 ENS / CNRS / Collège de France) dont il est Directeur Adjoint. Depuis 2013, il est membre du Comité Consultatif National d'Éthique. Frédéric Worms est également Directeur aux Presses Universitaires de France des collections : *Philosophie française contemporaine* (depuis 2011) et *Questions de soin* (depuis 2012). Il anime une émission hebdomadaire sur France Culture, *Matières à penser*.

Yazdan Yazdanpanah est médecin infectiologue et Professeur en maladies infectieuses et tropicales. Diplômé en hépato-gastro-entérologie en 1996, il devient ensuite spécialiste des maladies infectieuses en 2002. Il obtient un Master de Sciences en épidémiologie de la Harvard School of Public Health à Boston en 2000, ainsi qu'une thèse de sciences en santé publique de l'Institut de Santé Publique de Bordeaux en 2002. En 2006, il devient Professeur en Maladies Infectieuses. Ses domaines de recherches incluent l'épidémiologie clinique du VIH, les hépatites virales, des infections émergentes, ainsi que la pharmaco-économie des agents anti-microbiens. Il est l'un des coordinateurs d'INSERM - REACTing, qui a pour objectif de coordonner les actions de recherche françaises pendant les épidémies. En février 2017, il a été nommé Directeur de l'Institut Français d'Immunologie, d'Inflammation, d'Infectiologie et de Microbiologie (I3M) à l'INSERM Aviesan. Il est Chair de GLoPID-r, consortium de financeur coordonnant le financement en période d'épidémie au niveau international, ainsi que du Board d'EDCTP, qui finance la recherche clinique pour la prévention et le traitement des maladies infectieuses liées à la pauvreté en Afrique sub-saharienne. Il est enfin membre du Conseil scientifique COVID19 et du Comité Analyse, Recherche et Expertise CARE-COVID-19.